



**GLIERES
VAL-DE-BORNE**

ARRÊTE MUNICIPAL n° 2024-049

**Portant permis de stationnement, parcelle cadastrée OA sections n° 204 et 1037,
chemin du Borne, du mardi 21 mai 2024 au vendredi 31 mai 2024 inclus.**

Le Maire de la commune de GLIERES-VAL-DE-BORNE,

Vu la demande formulée le 19 mars 2024 par laquelle l'entreprise SAS BASSO Pierre et Fils (en la personne de M. Gille PERRIOLLAT), demeurant à 341, rue Ambroise Croizat - ZI de Bavelin - 73400 UGINE, sollicite l'autorisation d'installer une base-vie pour le chantier en cours, sur la parcelle communale cadastrée OA sections n° 204 et 1037, sise chemin du Borne à Entremont - 74130 Glières-Val-de-Borne,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2212-1 et suivants, relatif aux pouvoirs de police générale du Maire ;

Vu le code de la route et notamment les articles R.411.8 et R.411.25 à R.411.28 ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié, relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'instruction Interministérielle sur la signalisation routière (livre I - 8^{ème} partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 06 novembre 1992 modifié,

Vu l'arrêté portant autorisation de permission de voirie de la CCFG n° AR125/2024PS du 20 mars 2024,

Vu le code pénal, notamment son article R.610-5 ;

Vu la loi n° 82-213 en date du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et régions ;

Vu l'état des lieux,

ARRÊTE

Article 1^{er} : Autorisation

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public comme énoncé dans sa demande : installation d'une base-vie pour le chantier en cours, sur la parcelle communale cadastrée OA sections n° 204 et 1037, sise chemin du Borne à Entremont - 74130 Glières-Val-de-Borne ; à charge pour lui de se conformer aux dispositions des articles suivants.

Article 2 : Prescriptions techniques particulières

- Stationnement :

L'installation visée à l'article 1^{er} sera réalisée de façon à ne pas empiéter sur la voirie communale et ce, conformément au plan joint. Toute disposition pour assurer la sécurité des piétons circulant sur cette route communale sera prise. La dépendance domaniale devra être rétablie dans leur état initial.

Article 3 : Sécurité et signalisation de chantier

Le bénéficiaire devra signaler son occupation, conformément à la réglementation en vigueur, à la date du début de l'installation.

La signalisation réglementaire et le balisage sont mis en place et entretenus par l'entreprise SAS BASSO Pierre et Fils, chargée des travaux.

Article 4 : Implantation de l'occupation

Le bénéficiaire informera le signataire du présent arrêté avant le début de la vérification de l'implantation. Cette dernière est autorisée à compter du mardi 21 mai 2024 jusqu'au vendredi 31 mai 2024 inclus, soit 11 jours consécutifs.

Article 5 : Redevance

L'autorisation est accordée à titre gracieux pour la durée fixée à l'article 4.

Article 6 : Responsabilité

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la résiliation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 7 : Validité et renouvellement de l'arrêté.

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

Elle est consentie, en ce qui concerne l'occupation de la dépendance domaniale, pour une durée de **11 jours, à compter mardi 21 mai 2024.**

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non-renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans un délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Article 8 : Publication et affichage

Le présent arrêté sera publié sur le site internet officiel de la commune et affiché, conformément à la réglementation en vigueur, à chaque extrémité du chantier.

Article 9 : Recours

Conformément à l'article 421-1 du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble - 2 place de Verdun BP 1135 - 38022 GRENoble Cedex, dans un délai de deux mois, à compter de sa date de notification ou de publication.

Fait à Glières-Val-De-Borne,
Le 13 mai 2024.

Le Maire,
Christophe Fournier



Diffusion :

- Le bénéficiaire pour attribution

Annexe : plan d'implantation de l'occupation

Envoyé en préfecture le 14/05/2024

Reçu en préfecture le 14/05/2024

Publié le 14/05/2024

ID : 074-200081446-20240513-AOT2024049-AR



Morel



114

245

2

71

1035

1036

241

1254

1257

1256

203

72

Chemin

1037

204

200

205

206